



Conférence des Ministres de la Jeunesse et des Sports des Pays ayant le Français en Partage

Secrétariat général

A g i r e n s e m b l e a v e c l e s j e u n e s

**FORUM INTERNATIONAL DE LA JEUNESSE
FRANCO-AFRICAINE POUR LE CO-
DEVELOPPEMENT**

BAMAKO DU 12 AU 14 JUILLET 2005

RAPPORT FINAL DU FORUM

INTRODUCTION

Problèmes évoqués plus ou moins par tous

- Les malentendus entre jeunes franco africains et africains,
- La méfiance entre les jeunes, entre Noirs et Blancs, entre Sud et Nord, stéréotypes, conflits religieux, guerre,
- Les déséquilibres Nord-Sud, les différents intérêts économiques du Nord qui négligent l'intérêt du Sud,
- La comparaison Nord-Sud à éviter car les milieux et contextes très différents,
- Les problèmes récurrents (pour la participation pour l'activité économique) :
- Manque d'information,
- Manque de ressources, de moyens d'actions,
- Manque de certains savoir-faire,
- Choc culturel entre Nord et Sud, entre vieux et jeunes.

PROBLEMES PEU EVOQUES

- ONG du Nord et leurs rôles parfois perturbateur dans le jeu local,
- Le rôle des communes dans le contexte de la décentralisation/projets locaux,
- La corruption (transparence dans la gestion) qui trop souvent détruit les projets.

I – JEUNES ENGAGEMENTS, CITOYENNETE, EDUCATION ET PARTICIPATION

I – 1 : Les convictions des jeunes

Constat

- Nous constatons qu'il existe des incompréhensions entre jeunes africains et jeunes franco-africains mais aussi entre jeunes et vieux, entre Nord et Sud. Nous voulons les résoudre.

Mesures

- Nous recommandons le développement des échanges entre nous, des voyages...
- Nous affirmons la nécessité d'une libre circulation permettant que ces échanges puissent avoir lieu au Nord comme au Sud.
- Nous recommandons le renforcement de l'information sur les différents modes de vie par des échanges au sein des familles ; à l'école.

- Nous souhaitons que soient renforcés les dispositifs d'accueil et d'orientation pour les jeunes qui se déplacent d'un Continent à un autre.
- Nous voulons contribuer ensemble à un développement équilibré entre l'Europe et l'Afrique qui permette l'effacement de la frontière Nord – Sud.

I – 2 : La réduction des tensions

Constat

- Nous affirmons notre préoccupation commune face aux conflits qui déchirent certaines sociétés africaines.

Mesures

- Nous recommandons l'échange des expériences de bonne cohabitation entre les religions, les origines culturelles et les peuples dans nos différents pays.
- Nous souhaitons la mise en place de moyens d'information permettant de comprendre la réalité de conflits souvent déformés par les médias.
- Nous préconisons la création d'organisations et de réseaux de jeunesse pour la prévention des conflits en Afrique et pour la culture de la Paix.

I – 3 : Combattre les discriminations

Constats

- Nous constatons que les jeunes franco africains et les noirs en général sont victimes, en Europe, de discrimination porteuse de conflit.
- Nous voulons que les jeunes franco africains puissent tenir leur place à tous les niveaux de la société à un niveau égal à tous les autres.
- Nous nous reconnaissons dans une société acceptant le métissage des hommes et des cultures.

Mesures

- Nous préconisons des échanges culturels entre nous pour mieux connaître l'apport de l'Afrique à la culture mondiale.
- Nous demandons que les dispositifs nationaux d'éducation donnent toute leur place aux cultures et à l'histoire de l'Afrique.
- Nous voulons développer une vigilance commune face aux clichés racistes développés dans les médias contre l'Afrique et les Noirs en général.
- Nous demandons que soient renforcés les dispositifs de veille, de contrôle et de répression du racisme.

I – 4 : Eduquer pour dynamiser les rapports Nord/Sud

Constats

- Problèmes d'intégration des parents.

- Difficultés pour accompagner les enfants et les aider dans leur choix déclarés etc...
- Problème de connaissance des enseignants, des agents des services publics, des chefs d'entreprise/aux autres cultures, déficit de l'interculturalité et préjugés, stéréotypes.
- Orientation scolaire qui constitue souvent un piège.

Mesures

- Formation à l'interculturalité des acteurs sociaux.
- Valorisation du Contient africain de ses apports historiques et culturels pour réduire les discriminations contre les africains.
- Améliorer l'accueil des arrivants, des familles au nord.
- Elargir les apprentissages des jeunes, garçons et filles et développer la pluridisciplinarité pour augmenter leurs choix et leurs potentialités.

I – 5 : Information et échanges contre la méfiance pour la citoyenneté

Constat

- Le manque d'information crée la méfiance, rend difficile l'engagement et l'action participative.

Mesures

- Exiger des médias une information plus « informative » (radio, TV) complète et objective.
- Développer le recours à l'Internet pour tous (jeunes / vieux, du Nord et du Sud, pauvres et riches, associations, petites entreprises) : mailing lists, sites interactifs, forums de discussion, formation de tous à la bonne utilisation de l'Internet.
- Multiplication des équipements informatiques et accès facilité.
- Faciliter la mise à réseau des gens, des associations, des communes, etc. Sud/Sud, Nord/Nord, Sud/Nord.
- Développer la proximité et les contacts informels entre population et décideurs.

I – 6 : Faciliter l'action citoyenne participative

Constat

- Le manque de ressources, de dispositifs adaptés et de moyens limite l'action citoyenne.

Mesures

- Participation des jeunes à l'élaboration des budgets (budgets participatifs).
- Développement des programmes de volontariat Sud-Sud, Sud-Nord.

- création d'un réseau de participation Sud-Sud, Nord-Nord et Sud-Nord.
- Création d'un ministère de la jeunesse dans tous les états membres de la CONFEJES (avec les moyens d'action).
- Création d'instances de participation des jeunes à la prise de décisions (Parlement des enfants, Parlement des jeunes, Conseil National de la Jeunesse, Gouvernement d'enfants dans les écoles).

II – ECONOMIES – SOLIDARITE – INITIATIVES ENTREPRENEURRIAT ET DEVELOPPEMENT

II – 1 : Les dérèglements du monde : les causes structurelles

Constat

- L'économie et le développement des pays du Sud se heurtent à un ensemble de difficultés relevant des dysfonctionnements de l'ordre international : commerce inéquitable qui « étouffe » les producteurs du Sud, importation massive au détriment de la production locale).
- Difficulté à s'insérer de manière stable et durable dans l'économie nationale et internationale.
- Difficulté d'accès aux prêts, manque d'information.
- Manque de moyen de transformation (machines) et de ressources humaines qualifiées pour passer d'une activité vivrière individuelle à une activité économique et collective.
- Multiplication des initiatives sur les nouveaux champs porteurs créant un effet de saturation du marché ; faiblesse des infrastructures et notamment des transports.
- Difficulté de développer des projets à long terme.

Mesures

- Engagement opérationnel et non formel ou fictif des états dans la politique économique et le soutien aux acteurs.
- Mise en place et extension de moyens de financement diversifiés et adaptés aux différents contextes socio-économiques : micro crédit, transformation du système de propriété pour la mise en place d'un système de garantie approprié en cas d'emprunt.
- Meilleure information sur les moyens de financement en provenance du Nord.
- Développement d'une culture d'économie solidaire.

II – 2 : Les initiatives des jeunes

Constat

- Le jeune (garçons et filles) est le moteur du développement, les politiques et les programmes de développement ont besoin de s'appuyer sur les initiatives des jeunes, mais ceux-ci manquent souvent d'expérience et de formation.
- Soutenir leurs initiatives favorise souvent la participation de jeunes au changement de la société.

Mesures

- Il faut développer, renforcer au Nord et au Sud les programmes d'accompagnement des initiatives des jeunes (garçons et filles).
- Il faut créer partout des lieux d'accueil de proximité pour le développement des activités économiques.
- Ces programmes doivent soutenir tous les types de projets (micro/macro économique, économique/socioculturel...).
- Au Sud, il faut développer les dispositifs spécialisés d'accompagnement des jeunes (pour éviter les consultants ou les cabinets d'expert mal adaptés) et notamment s'appuyer sur les associations pour accompagner les jeunes (garçons et filles).
- Le jeune doit être impliqué dans la construction de son projet qui doit tenir compte de la réalité du terrain.
- L'évaluation doit plutôt porter sur la démarche du jeune que sur le résultat économique de son entreprise ; il faut accepter le risque.
- Il faut favoriser par des financements l'échange entre les jeunes (garçons et filles), mettre en synergie des projets de même nature et capitaliser des initiatives.
- Il faut encourager le regroupement des associations des jeunes pour s'attaquer à l'élaboration des politiques (communales, ministérielles, nationales, internationales).
- Il faut soutenir les écoles et universités dans leurs ouvertures internationales et l'accueil des étudiants étrangers.
- Il faut créer une école internationale ou un programme de type ERASMUS ou Université des Nations Unies dans l'espace francophone.
- Il faut développer l'accès aux universités virtuelles par Internet.
- Il faut soutenir le montage de projets impliquant de manière complémentaire des jeunes du Sud et du Nord et ayant un intérêt pour le Sud et pour le Nord (production en Afrique/commercialisation en Europe).
- Face aux projets venant du Nord, il faut créer des instances locales de concertation et de régulation pour valider les projets les plus pertinents par rapport aux réalités locales, il faut faire émerger des stratégies et des politiques publiques de développement local cohérentes.
- Certaines mesures simples peu coûteuses et à court terme doivent être rapidement mises en œuvre telles que création de binômes entre jeunes du Nord et du Sud pour conseil, formation, aide technique, transfert de savoir faire ; concession de droit d'exploitation des terres non cultivées aux jeunes

agriculteurs sans terre, formation d'animateurs de jeunes pour les associations.

- Les jeunes rassemblés en forum à Bamako appellent à une connexion entre les différents forum-jeunesse du monde et au rapprochement de leurs propositions.
- Ils demandent enfin que les jeunes (garçons et filles) représentant des différents pays d'Afrique soient considérés comme des relais pour le suivi et la mise en œuvre des résultats du présent forum.

II – 3 : Les enjeux pour le Sud

Constats

Le développement au Sud et le co-développement sont freinés aussi par certains facteurs propres au Sud :

- Absence quasi-totale de données statistiques et démographiques.
- Savoir faire manuel mais manque de cadres intermédiaires, de compétences administratives, de gestion, de marketing et de communication.
- Inadéquation des formations proposées par rapport aux offres d'emplois et possibilités de développement.
- Déficit des études de marché, de faisabilité,
- Difficultés de circulation pour les gens du Sud qui gênent leur formation, les échanges, les stages.
- Manque de cadres de concertations locaux rassemblant les acteurs concernés par le développement économique.

Mesures

- Généraliser les plates-formes de rencontre entre jeunes actifs du Nord et du Sud.
- Développer les techniques de chantiers jeunes par la formation et les échanges professionnels mais aussi diversifier ces chantiers : exemple formation aux TIC, à la gestion associative ou d'entreprise, etc.
- Créer un visa courte durée (6 mois à 1 an) pour des stages et formations professionnelles qualifiantes en entreprise, au sein des collectivités locales ou des associations.
- Réorienter une partie des bourses d'études vers ces formations intermédiaires.
- Mieux harmoniser les programmes entre les dispositifs de formation du Nord et du Sud pour faciliter les équivalences.
- Allouer aux Etats, aux collectivités locales des quotas de visas de formation professionnelle permanents : « l'un rentre chez lui, un autre le remplace ».
- Mettre en place des cadres de concertation locale pour le développement économique et la production, rassemblant élus, chefs d'entreprises, responsables de formation, ONG et bailleurs de fonds, représentants des populations, des associations y compris les jeunes.

- Développer l'accès aux TIC pour tous et créer des banques de données sur les activités économiques.
- Simplifier les procédures administratives imposées par le Nord aux acteurs du Sud.

CONCLUSION

1. Au Sud, il existe d'urgents besoins pour changer de vitesse par rapport au développement économique : en formation, en administration, en gestion, en commerce et en TIC.

Parallèlement, des connaissances existent dans ces domaines chez certains franco-africains du Nord. Elles pourraient être mobilisées utilement pour conforter le développement du Sud.

2. Au Nord les jeunes franco africains ont beaucoup de bonne volonté et d'intérêt pour le développement du Sud. Ceci s'exprime, par exemple, à travers des demandes de chantiers internationaux. Mais ces mêmes jeunes du Nord ont parfois du mal à s'en sortir et à inventer d'autres formes de coopération que l'envoi d'argent au Sud.
3. Les jeunes du Nord et du Sud veulent être une force politique et culturelle capable d'agir de l'échelle locale à l'échelle mondiale :
 - sur les déséquilibres Nord-Sud,
 - sur les conflits inter africains ou inter-religieux,
 - sur les discriminations auxquelles les jeunes noirs sont trop souvent confrontés en Europe.

Leur engagement peut-être politique ou de participation sociale, mais les jeunes du Nord et du Sud constituent deux forces qui veulent se conjuguer comme une approche autonome pour résoudre les problèmes.

4. Les jeunes soutiennent une mobilisation et une coopération réciproque Nord-Sud, Sud-Nord et Sud-Sud dépassant la notion de pays d'origine et d'intérêts particuliers.

Ainsi, les jeunes du Nord peuvent soutenir le développement du Sud pendant que les jeunes du Sud peuvent lutter contre les stéréotypes et les discriminations dont sont victimes ceux du Nord.

Mais toutes ces mesures ne peuvent être construites sans l'engagement des populations elles-mêmes (jeunes, femmes, adultes), de leurs associations, des acteurs économiques et des pouvoirs publics locaux et nationaux.

Messieurs les Ministres, les jeunes du Forum vous demandent que tout soit mis en œuvre pour que les enfants d'Afrique qui vivent en Europe puissent pendre la parole auprès de leurs frères et sœurs du Continent à l'occasion du Sommet France/Afrique qui se tiendra à Bamako en Décembre 2005.